



Pour une économie qui marche

Le 27 janvier, le gouvernement Harper dévoilera son budget à la population canadienne, alors même que nous traversons une période de perte d'emplois et d'incertitude économique.

L'énoncé économique et financier que les conservateurs ont présenté en novembre ne prévoyait rien pour stimuler l'économie ou aider les personnes ayant perdu leur emploi. Harper a plutôt annoncé des réductions des dépenses des programmes et des paiements de péréquation, ainsi que la vente d'actifs publics. Il s'en est pris au droit de faire la grève dans le secteur public et à l'équité salariale. Il a toutefois dû reculer concernant ces sujets en raison d'importantes pressions politiques. Les conservateurs ont aussi menacé d'annuler des augmentations salariales déjà négociées pour des travailleurs et travailleuses de la fonction publique.

Les partis d'opposition ont réagi en proposant de former un gouvernement de coalition qui représenterait les 62 % des Canadiens et Canadiennes qui n'ont pas voté pour les conservateurs aux dernières élections. En réponse, Harper a demandé à la gouverneure générale de proroger le Parlement au début décembre. Le Parlement est fermé depuis.

Les Canadiens et Canadiennes attendent du gouvernement qu'il les protège de la pauvreté, surtout en période difficile. En temps d'incertitude économique, les gens s'adressent aux membres de l'AFPC qui offrent des services de première ligne pour les aider à avoir accès à l'assurance-emploi ou à du recyclage professionnel ou encore recevoir leurs prestations de pension.

Le gouvernement Harper a clairement fait connaître son intention – qui est de sabrer au plus vite dans les programmes au détriment de la population. Il existe pourtant des solutions de rechange. Le présent numéro de *Parlons syndicat* décrit les priorités de l'AFPC, du Congrès du travail du Canada et du Centre canadien de politiques alternatives pour le prochain budget. Ensemble, disons aux membres du Parlement que le temps est venu d'adopter un budget avantageux pour les travailleurs et travailleuses et leur famille et pour l'économie.



Cinq mesures que le gouvernement canadien devrait prendre pour surmonter la crise économique

1. Remettre en état le système de l'assurance-emploi

Les gens qui perdent leur emploi ont besoin d'avoir accès au système de l'assurance-emploi et des programmes de formation pour les aider à nourrir leur famille et à trouver un nouveau travail. Actuellement, seulement 40 % des sans emploi au Canada ont accès à ce système. L'énorme surplus qu'affiche le fonds de l'assurance-emploi devrait servir à améliorer l'accès aux prestations pour les sans-emploi.



La récente vague de mises à pied et l'incertitude financière ont fait augmenter le nombre de demandes d'assurance-emploi. Le personnel de Service Canada est inondé de demandes et fait tout son possible pour répondre aux besoins

du public. Le gouvernement fédéral doit soutenir adéquatement le système de l'assurance-emploi – notamment en ce qui a trait aux niveaux de dotation – pour qu'il puisse répondre à la demande urgente.

Des antidotes contre les « pilules empoisonnées » de Harper

L'énoncé économique et financier présenté en novembre contenait plus de « pilules empoisonnées » que n'importe quel autre plan pour protéger la population du Canada en période de difficulté économique. Voici les recommandations de l'AFPC pour lutter contre les plans « toxiques » des conservateurs.

Le poison	L'antidote
Faire d'autres examens de programmes en vue de réduire les services sans égard aux conséquences	Analyser les programmes en fonction des besoins de la population et examiner attentivement les pratiques de sous-traitance du fédéral
Pénaliser les programmes qui n'ont pas dépensé tout leur budget en réduisant leur financement de base	Veiller à ce que les programmes et les services soient suffisamment financés pour répondre à une demande accrue en période de ralentissement économique
Vendre des biens publics pour réaliser un apport rapide de fonds lorsque les marchés s'effritent	Cesser la vente à rabais des biens publics et investir dans l'écologisation des immeubles et des institutions du fédéral
Faire fi des droits des travailleurs et travailleuses et abaisser des salaires déjà négociés en invoquant l'incertitude économique	Appliquer les hausses salariales négociées, surtout dans une économie qui dépend des dépenses des consommateurs, et abandonner de manière permanente l'idée de suspendre le droit des fonctionnaires fédéraux de faire la grève
Priver les femmes du droit à l'équité salariale et faire en sorte qu'il soit pratiquement impossible pour les femmes dans la fonction publique fédérale de recevoir et de conserver un salaire égal pour un travail de valeur égale	Adopter une loi fédérale proactive sur l'équité salariale suivant la recommandation que le Groupe de travail sur l'équité salariale a formulée en 2004
Mettre fin au financement public des partis politiques fédéraux	Maintenir le financement public et tenir toute discussion sur la réforme du Parlement sans faire planer la menace d'un vote de confiance

2. Favoriser les services publics

Les Canadiens et Canadiennes dépendent des services publics dans leur quotidien, et encore plus quand les temps sont durs. Des systèmes universels de soins de santé et d'enseignement public aident à atténuer l'incidence des pertes d'emploi et à protéger les familles contre la pauvreté. Le gouvernement fédéral doit maintenir les paiements de péréquation et les autres transferts aux provinces et aux municipalités pour les infrastructures publiques, les services publics et les programmes sociaux.

Des services de garderie universels et abordables et l'équité salariale aideraient à combler l'écart entre les femmes et les hommes. Un investissement dans de tels services sociaux et un régime national d'assurance-médicaments aideraient à combattre davantage la pauvreté en permettant à plus de personnes de payer leurs factures et de prendre soin de leur famille. Le moment est venu de préserver et d'élargir des services publics – qui sont le meilleur moyen d'assurer l'égalité.



3. Investir dans l'infrastructure

Pour créer des emplois et bâtir des collectivités en santé, il faut investir dans les routes et les ponts, dans l'énergie propre, dans les systèmes d'eau potable, dans le logement abordable et dans le transport en commun. Le gouvernement fédéral doit mettre en place un important programme d'investissements publics pour créer de bons emplois dans les domaines de l'infrastructure, de la fabrication et des services publics, et il doit rattacher ce programme à une politique d'achats de produits fabriqués au Canada. Une telle stratégie offrirait une occasion sans précédent d'investir dans l'énergie propre et de rénover des immeubles selon des normes écologiques – ce qui serait avantageux tant pour l'économie que pour l'environnement. Cela stimulerait l'économie, réduirait les pertes d'emplois et augmenterait l'emploi public.

Infometrica Limited a calculé qu'un investissement d'un milliard de dollars dans l'infrastructure crée



Une avidité sans limite!

Selon le Centre canadien de politiques alternatives, les 100 PDG les mieux payés du Canada ont reçu en moyenne 22 % d'augmentation de salaire en 2007. Pour cette même année, si on additionne le salaire total moyen de l'ensemble de ces PDG, on obtient un total d'un milliard de dollars. Et ce sont là les personnes qui pensent que leurs entreprises devraient payer moins de primes d'assurance-emploi et bénéficier de baisses des cotisations aux régimes de pension de leur main-d'œuvre!

plus de deux fois le nombre d'emplois qu'un montant équivalent en réductions d'impôt. Il est avantageux pour les gouvernements d'investir dans l'infrastructure en période de ralentissement économique, car le financement et la construction sont alors moins coûteux.

Le gouvernement fédéral doit cesser d'exiger qu'on considère la possibilité de créer un partenariat public-privé pour tout projet d'infrastructure. Étant donné que les entreprises privées ont de la difficulté à emprunter de l'argent et se tournent vers le gouvernement fédéral pour financer les PPP, il est aujourd'hui plus ridicule que jamais de favoriser des PPP coûteux et qui n'ont pas besoin de rendre des comptes.

4. Protéger les pensions

Les régimes de pension et les comptes d'épargne-retraite ont été durement frappés par la crise économique, et la sécurité financière de nombreuses personnes au Canada est menacée. Certaines entreprises veulent même abandonner leur régime de pension à prestations déterminées auquel leurs employés ont contribué tout au long de leur carrière. Les personnes qui ont contribué à un REER ou à un autre fonds de pension privé qui a beaucoup investi dans le marché boursier et le marché des capitaux ont vu la valeur de leurs placements diminuer considérablement.

Il faut améliorer les régimes de pension de l'État et réduire notre dépendance des marchés financiers pour notre sécurité financière. Le gouvernement fédéral doit graduellement doubler les



prestations des régimes de pension du Canada et du Québec et augmenter immédiatement les prestations de la Sécurité de la vieillesse pour tous les retraités. Il faut aussi créer un fonds national d'assurance pour protéger les régimes de pension à prestations déterminées en cas de faillite de l'employeur ou d'effondrement du marché de la spéculation. Aux États-Unis, il y a un fonds de garantie des pensions qui couvre jusqu'à 50 000 \$ du revenu de pension. Il faut encourager la création de gros régimes de pension à prestations déterminées multi-employeurs qui protègent les travailleurs et travailleuses et leur évitent d'assumer tous les risques financiers.

5. Investir dans l'industrie canadienne

Ottawa doit prendre des mesures dès maintenant pour protéger les emplois et les moyens de subsistance des gens dans les secteurs manufacturier, de l'exploitation minière et de la foresterie. Ces secteurs clés de l'économie ont perdu 350 000 emplois même avant le récent effondrement des marchés causé par la force du dollar, de mauvais accords commerciaux, un déficit grandissant du secteur manufacturier avec l'Asie et un manque de nouveaux investissements dans l'industrie canadienne.

Beaucoup d'entreprises perdent leurs marchés d'exportation aux États-Unis et ailleurs dans le monde et ne peuvent pas obtenir un crédit à un coût raisonnable. Nous devons créer des industries du savoir viables du point de vue

environnemental. Pour ce faire, il faut un plan, ce que le Canada n'a pas. Le gouvernement fédéral doit élaborer des stratégies pour les secteurs des produits forestiers, de l'automobile, de l'aérospatial et de la culture et faire participer le mouvement syndical et les collectivités à la planification. Le gouvernement doit aussi offrir des marges de crédit garanties ou des capitaux propres aux entreprises et aux secteurs qui font face à une crise temporaire en échange d'emplois garantis et d'une participation à leur prise de décisions.

Il faut reformuler les accords commerciaux pour que les échanges commerciaux soient plus équilibrés et se fassent dans le respect des droits de la personne, des droits des travailleurs et travailleuses et des normes environnementales et autres. Il faut faire en sorte que le

commerce soit avantageux également pour les gens et non seulement pour les profits des entreprises.

Il faut agir

« Cette crise économique provient de Wall Street et de Bay Street. Il ne faudrait pas la refiler à "Main Street", de dire le président national de l'AFPC, John Gordon. Investir dans des services publics de qualité et dans l'infrastructure publique aidera à rétablir l'économie et à réduire la pauvreté au Canada. »

Visitez le site Web psac-afpc.com pour connaître la réaction de l'AFPC au budget fédéral le 27 janvier et pour d'autres renseignements sur ce que vous pouvez faire pour réclamer des services publics de qualité et une économie en santé.

Le 4 décembre, des milliers de personnes, dont beaucoup de membres de l'AFPC, se sont rassemblées sur la Colline du Parlement pour appuyer la formation d'un gouvernement de coalition. Il nous faut un Parlement qui marche et qui s'attaque à la crise économique.

